



EEB
European
Environmental
Bureau



AGRICULTURE & CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'alimentation occupe une place centrale dans de nombreux aspects de notre vie et est également au cœur des crises environnementales auxquelles nous sommes confrontés. Le système alimentaire mondial, de la ferme à la fourchette, est responsable d'environ **25-30% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES)**.

Dans l'UE, la production alimentaire à elle seule - jusqu'à la sortie de la ferme - est responsable **d'au moins 15% de nos émissions nettes de GES**, sans compter les émissions considérables incluses dans les aliments du bétail et les autres intrants agricoles que nous importons chaque année. Les preuves sont sans

équivoque et la pression publique grandit : nous devons changer de manière urgente la manière dont nous produisons et consommons des aliments pour éviter un changement climatique qui serait catastrophique.

Cela est absolument essentiel, car un climat stable est le fondement même de l'agriculture. Les températures plus élevées et les phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents font déjà des ravages chez les agriculteurs européens. La bonne nouvelle est que les agriculteurs eux-mêmes détiennent les clés de nombreuses solutions. Ils disposent d'un éventail de pratiques et de technologies agronomiques pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter. La politique agricole commune (PAC) doit faciliter et accélérer la transition vers une production alimentaire résiliente et à faibles émissions de carbone.

L'EMPREINTE CARBONE DE NOTRE PRODUCTION ALIMENTAIRE

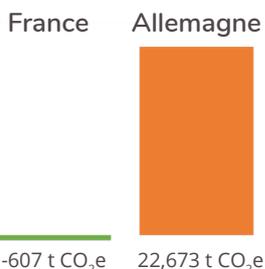
Émissions des terres cultivées et des prairies (LULUCF)

Les terres agricoles peuvent, lorsqu'elles sont gérées correctement, absorber le carbone de l'atmosphère et le stocker dans les sols et les plantes.

Cependant, les terres cultivées et les prairies de l'UE constituent actuellement une source nette d'émissions. Le surpâturage, les labours et la dégradation des sols réduisent la capacité des sols à stocker le carbone.

Étude de cas Prairies permanentes

Les prairies peuvent jouer le rôle de puits de carbone, comme en France, ou d'émetteurs nets, comme en Allemagne; en fonction de la façon dont elles sont gérées.



Émissions comptabilisées dans d'autres secteurs

Les émissions provenant de la production d'engrais azotés (industrie) et de la combustion de combustibles par des machines (énergie) sont également directement imputables à la production alimentaire.

Cela laisse encore de côté certaines émissions manquantes, par exemple celles provenant de la fabrication de machines ou du chauffage des serres, qui sont plus difficiles à estimer.

Émissions gaspillées : la nourriture jamais consommée

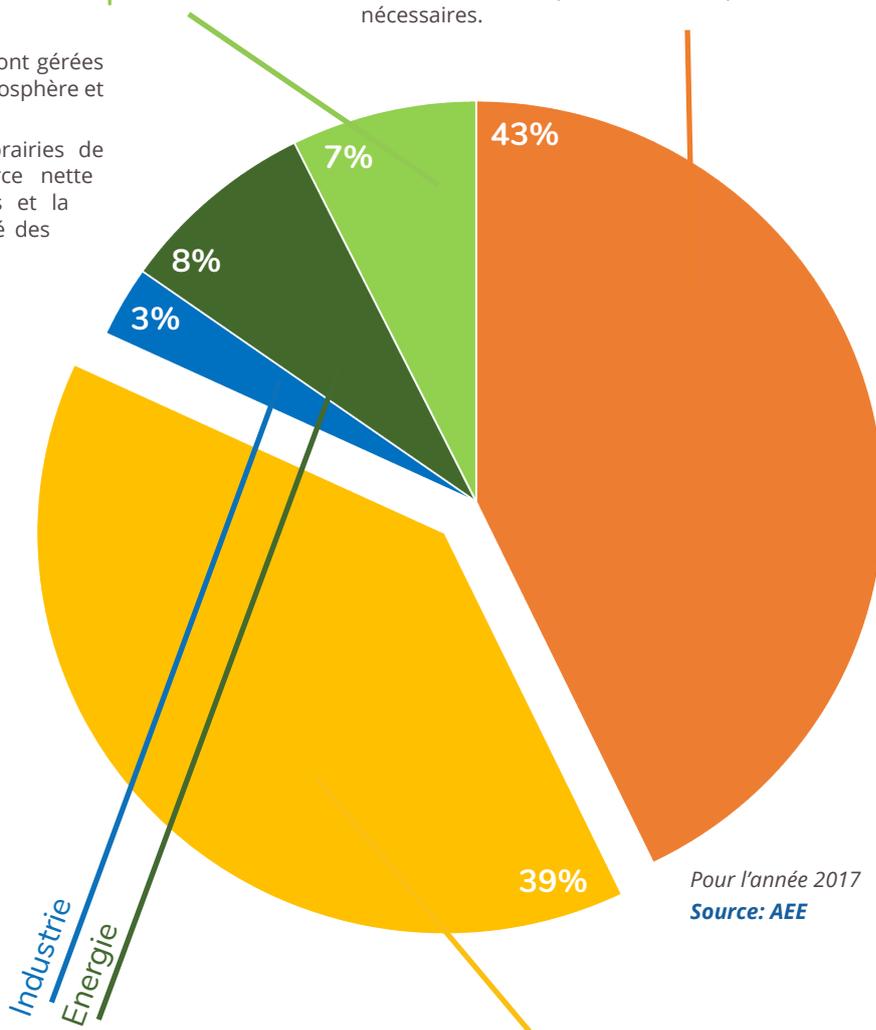
Le gaspillage alimentaire dans les exploitations agricoles est également un problème majeur, jusqu'à **30% de certaines récoltes n'accédant pas aux marchés**. Cela signifie que des ressources considérables sont utilisées et que des GES sont émis lors de la production d'aliments qui ne sont jamais consommés.

La réduction des déchets alimentaires avant la sortie de ferme et tout au long des chaînes d'approvisionnement est essentielle pour réduire les émissions de GES liées à la production alimentaire.

Émissions dans le secteur agricole

Les émissions attribuées à l'agriculture sont principalement le méthane et le protoxyde d'azote provenant de l'élevage et de l'utilisation d'engrais.

Parce qu'elles sont causées par des processus biologiques, elles sont dans une certaine mesure inhérentes à la production alimentaire, mais des réductions importantes sont possibles et nécessaires.



Pour l'année 2017
Source: AEE

Émissions cachées: importations d'aliments pour le bétail

L'élevage intensif de bétail repose sur les importations d'aliments pour animaux en provenance de pays tiers, où les monocultures de soja sont liées à la déforestation et à la dégradation des sols, entraînant d'autres émissions de CO₂.

Pour l'année 2004, les importations d'aliments pour le bétail ont été estimées à **39% des émissions liées à la production alimentaire**.

LES SOLUTIONS SONT ENTRE NOS MAINS

Réduire le nombre d'animaux d'élevage en Europe et aider les agriculteurs à faire la transition

Des solutions technologiques et des améliorations de l'efficacité peuvent réduire les émissions de l'élevage, **mais ne fourniront pas le changement requis**. Les preuves sont sans équivoque sur la nécessité de réduire les niveaux de production, c'est-à-dire de **réduire le cheptel**, et de modifier les régimes alimentaires, en particulier de réduire la consommation de viande et de produits laitiers, afin d'améliorer notre santé et de réduire les émissions de GES.

L'UE doit aider ses agriculteurs à passer de l'élevage intensif à des systèmes extensifs, produisant de la viande, des produits laitiers et des œufs en quantité inférieure mais de meilleure qualité, et atteignant l'autosuffisance en aliments du bétail et en fourrage. Cela pourrait se faire par le biais de paiements de transition provenant des fonds d'investissement de la PAC ou de subventions sectorielles liées aux plans de transition agricole mis au point avec le soutien des services de vulgarisation.

Promouvoir l'adoption de pratiques agroécologiques à l'échelle de l'UE

L'agriculture intensive est liée à l'érosion et à la dégradation des sols. Dans ces conditions, les sols sont des sources nettes d'émissions de CO₂ et dépendent des engrais et des pesticides pour rester productifs.

La PAC doit intégrer les pratiques agroécologiques qui renforcent la santé et la fertilité des sols. La rotation des cultures avec l'introduction de légumineuses, les éléments du paysage et la réduction de l'utilisation d'intrants devraient être encouragés. Cela permettra une séquestration plus élevée de carbone dans les sols agricoles et une réduction des émissions provenant de la production de machines et d'engrais.

Mettre en œuvre les meilleures pratiques de gestion des éléments nutritifs

Nous utilisons trop d'engrais : en moyenne, les terres agricoles de **l'UE ont un excédent de 51 kg d'azote par hectare**, ce qui entraîne une pollution de l'air et de l'eau, ainsi que des émissions de GES. La PAC devrait exiger et aider les agriculteurs à gérer les éléments nutritifs de manière optimale, tant au niveau de l'exploitation que par le biais de réseaux de collaboration locaux.

Protéger et gérer les prairies permanentes pour le climat et la biodiversité

La protection des prairies dans le cadre de systèmes d'élevage extensifs présente **un potentiel considérable d'atténuation des émissions**. Cela nécessite une interdiction totale de labourer ou de convertir des prairies permanentes, la protection et la mise en valeur d'éléments paysagers tels que les arbres et les haies, ainsi que des limites de densité de peuplement conformes aux exigences de la biodiversité, qui sont effectivement appliquées par la Commission européenne. Cela apportera des bénéfices réciproques (gagnant-gagnant) pour le stockage du carbone, l'adaptation au changement climatique, la biodiversité et la protection des sols.

Assurer la conservation et financer la restauration des zones humides, des tourbières et des forêts

La préservation et la restauration des zones humides et des tourbières avec des sols riches en carbone, ainsi que des forêts, **contribueront à la séquestration du carbone** et devraient donc être soutenues de manière adéquate par le financement du PAC.

Aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique en construisant un secteur agricole résilient et diversifié

La mise en œuvre de toutes les solutions politiques susmentionnées aidera l'agriculture de l'UE à devenir plus résiliente face à notre changement climatique.

En outre, la PAC devrait permettre aux producteurs et aux consommateurs de se reconnecter grâce à une économie circulaire et solidaire privilégiant les marchés locaux et la production saisonnière, et favorisant le développement économique local. Cela revitalisera les zones rurales et rendra les entreprises agricoles plus adaptables aux chocs économiques et climatiques.



INTÉGRER LE CLIMAT, LE COMMERCE ET LA POLITIQUE AGRICOLE

Le respect de nos engagements internationaux en matière de climat exige «**des changements rapides, profonds et sans précédent dans tous les aspects de la société**». Cela ne peut être réalisé que si toutes les politiques et tous les secteurs économiques contribuent aux objectifs climatiques, y compris le commerce et l'agriculture.

S'assurer que tous les échanges de produits alimentaires et agricoles contribuent aux objectifs climatiques européens et globaux

Le commerce de l'UE doit contribuer à l'offre et à la consommation de produits à faible émission de carbone. Cela nécessite, pour commencer, la définition de normes robustes pour la surveillance des émissions de GES incluses dans les importations de produits agricoles ; puis de veiller à ce que celles-ci n'augmentent pas l'empreinte carbone de notre consommation, comparées à une production dans l'UE.

Garantir que la «dépense climat» de la PAC permet de réduire efficacement les émissions de GES

L'objectif de la Commission européenne, qui prévoit que 25% des dépenses de l'UE contribuent aux objectifs climatiques dans le budget 2021-2027, est une occasion de financer un

changement en profondeur. Toutefois, la méthodologie utilisée pour évaluer les dépenses liées au climat doit être solide, axée sur les résultats et transparente. Alors que 52% des dépenses étiquetées «climat» aient été générées par la PAC dans le budget 2014-2020, les émissions de GES provenant de l'agriculture ont considérablement augmenté pendant la même période. La Cour des comptes européenne a **vivement critiqué la méthode de suivi actuelle**. Celle-ci devrait être révisée pour garantir que seuls les fonds consacrés à des programmes scientifiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique soient comptabilisés en tant que «dépenses liées au climat».

Aligner tous les financements et politiques de l'UE sur les objectifs climatiques

Les politiques européennes et les plans nationaux sont toujours entachés d'incohérences et d'incitations perverses, qui sapent les progrès vers notre ambition climatique. L'intégration du climat doit aller au-delà des 25% de dépenses consacrées au climat : les responsables politiques doivent veiller à ce que toutes les politiques et les dépenses soient cohérentes avec les engagements pris en matière de lutte contre le changement climatique. Cela signifie notamment que l'agriculture et le climat doivent être intégrés aux niveaux européen et national: la PAC, les Plans Stratégiques Nationaux, les Plans Nationaux intégrés Energie-Climat et les Programmes de Développement Rural doivent être associés pour viser des objectifs communs.

AGIR CONJOINTEMENT POUR LE CLIMAT ET LA BIODIVERSITÉ

L'effondrement de la biodiversité et le climat sont deux des défis majeurs de notre époque.

Les deux défis sont étroitement liés et s'exacerbent l'un l'autre dans un cercle vicieux sans fin : le changement climatique est l'un des principaux facteurs de la perte de biodiversité, qui à son tour inhibe l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Inversement, les solutions d'atténuation du changement climatique peuvent avoir des impacts positifs ou négatifs sur la biodiversité.

Nous devons nous efforcer d'atteindre des objectifs gagnant-gagnant et d'éviter les mesures d'atténuation qui compromettent l'atteinte d'autres objectifs environnementaux. Les solutions fondées sur la nature, telles que la restauration

des écosystèmes ou la gestion adéquate des éléments du paysage, sont des solutions gagnant-gagnant qui fournissent des habitats et augmentent la séquestration du carbone.

L'application de certains garde-fous en matière de biodiversité aux mesures climatiques aidera à atténuer les effets négatifs réciproques entre les objectifs liés à la biodiversité et ceux liés au climat. Toute politique incitant aux changements d'utilisation des sols (par exemple, le boisement) doit inclure la biodiversité dans ses objectifs et doit être fondée sur une évaluation de la valeur de la biodiversité préexistante, au niveau de la planification ou du projet lui-même. Les dispositifs devraient être suivis à la fois pour leurs émissions de GES et pour leurs impacts environnementaux plus larges.

Avec le soutien de:



Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety



European Climate Initiative EUKI



The LIFE programme of the European Union

based on a decision of the German Bundestag

Cette communication reflète le point de vue des auteurs et n'engage pas les donateurs.

Merci aux partenaires du projet France Nature Environnement (FNE), IDMA, BirdWatch Ireland, CEEweb et GermanWatch

La version en ligne de ce document, où le texte en gras fait référence à des liens hypertextes renvoyant vers des sources, est disponible à l'adresse eeb.org/agriculture